

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 191
12 décembre 2011

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

**Pour le retrait du projet de décret du gouvernement sur l'évaluation, les directions des organisations syndicales (SNES, SNEP, SNUIPP, SNUEP –FSU ; SNUDI, SNLC, et SNETAA – FO ; CGT Education) doivent dire en toute clarté :
« Nous n'irons pas négocier le projet gouvernemental »**

Le front unique qui s'est réalisé sur le mot d'ordre : « retrait du projet de décret sur l'évaluation » met en difficulté le gouvernement Sarkozy- Fillon- Chatel

Il a suffi que les directions syndicales se mettent d'accord sur l'exigence du retrait du projet de décret du gouvernement et appellent, sur cette base, à la grève du 15 pour qu'aussitôt, celui-ci soit contraint de manœuvrer en recul. Quelle leçon de choses !

Le gouvernement manœuvre mais ne renonce pas. Pour faire passer le même projet il en appelle à la concertation avec les directions syndicales

C'est ce qui ressort clairement de la lettre adressée, par Théophile, directrice des ressources humaines au ministère, au SGEN CFDT :

« Le projet d'évolution du système actuel de notation des enseignants vers un processus régulier d'appréciation de la valeur professionnelle fondé sur un entretien triennal constitue une base de propositions ouvertes à la négociation. »

Suit l'annonce d'un calendrier (réunions « bilatérales » puis « multilatérales », signature des directions syndicales, et vote du Comité technique ministériel –CTM - au cours du premier trimestre 2012).

N'est-ce pas clair comme de l'eau de roche ? Le gouvernement voulait tout boucler fin décembre. Mais il a dû tenir compte de la réaction massive des collègues, dont les directions syndicales se sont fait écho en se prononçant pour le retrait. Il a donc dû revoir son calendrier. Pour faire passer son projet, il ne compte que sur une chose : la « concertation », le « dialogue social » avec les directions syndicales par lequel il fait passer toutes ses contre-réformes.

Le SGEN a répondu "Oui "au ministre avec enthousiasme. Il est dans son rôle de suppôt du pouvoir.

Il faut lever les ambiguïtés et annoncer clairement le refus de participer.

Les enseignants ont pris connaissance de la position du SNES : *« Contrairement au SGEN-CFDT qui se contente d'une promesse de discussions sur ces bases, le SNES considère qu'aucune négociation n'est possible sur la base d'un texte qui instaure le chef d'établissement comme seul évaluateur des enseignants et CPE et maintient sa demande de retrait préalable des textes proposés. »* Une position identique a été prise par la FNEC- FP- FO.

L'intersyndicale, elle, a déclaré : *"Il (le ministre) tente de désamorcer la mobilisation des personnels de l'éducation en proposant un simulacre de négociations sur ces textes."*

On ne peut mieux dire que se rendre à l'invitation du ministre lui rendrait service !

Pourtant, les directions syndicales (des syndicats de la FSU, de FO, de la CGT) n'ont toujours pas indiqué en toute clarté leur refus de participer.

Pour les enseignants qui veulent le retrait du projet gouvernemental, il n'est pas possible qu'elles restent ainsi dans le clair - obscur.

Il faut exiger comme l'ont fait à l'unanimité les 25 collègues réunis en HMI au Collège Les Ormeaux de Fontenay les Roses (92) ; comme l'a fait le Conseil Syndical du SNUIPP 34 unanime (voir au verso), que **les directions syndicales disent clairement : NOUS N'IRONS PAS NEGOCIER AVEC LE GOUVERNEMENT SON PROJET DE REFORME DE L'EVALUATION.**

Motion du conseil syndical départemental du Snuipp34

Le conseil syndical, réuni le 8 décembre 2011 à Montpellier, considère que le front des syndicats enseignants pour le retrait du décret sur l'évaluation des enseignants a contraint le gouvernement à modifier sa stratégie pour faire aboutir son projet. Il propose désormais aux responsables syndicaux de le « négocier ».

Considérant que ce projet n'est pas négociable et qu'il faut en obtenir le retrait, le conseil syndical du Snuipp34 s'adresse à la direction syndicale pour qu'elle refuse toute négociation sur le projet gouvernemental et exige son retrait pur et simple.

Adoptée à l'unanimité des présents

Nous invitons les collègues à contresigner massivement la prise de position du Collège Les Ormeaux de Fontenay les Roses :

Les enseignants du collège Les Ormeaux à Fontenay aux roses (92) réunis en Heure d'Information Syndicale le 06 décembre 2011 ont pris connaissance des projets de décret et d'arrêté réformant l'évaluation des enseignants.

Ces projets constituent une attaque majeure contre le statut et les salaires des enseignants. Ils ne contiennent rien qui soit à négocier.

C'est pourquoi ils s'adressent à tous les syndicats, et en premier lieu à la direction du SNES :

Retrait pur et simple du projet

Ne participez à aucune négociation avec le ministère.

Adoptée à l'unanimité des 25 présents.

Nous, signataires, faisons nôtre l'adresse des enseignants du collège Les Ormeaux aux dirigeants des organisations syndicales.

| Nom, prénom | établissement | syndicat | signature |
|-------------|---------------|----------|-----------|
| | | | |

Faire parvenir pétition à la direction des syndicats avec double à « La Lettre de liaison » 46 rue de Trémonteix, 63100 Clermont Ferrand

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....Prénom :.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante: Front Unique, 46, rue de Trémonteix, 63100 Clermont-Fd.

www.frontunique.com

email : mel@frontunique.com